

Y a-t-il encore des malfaiteurs dans la salle ?

FLM (Belgian Field Liberation Movement -
Mouvement belge de libération des champs)

Source : <http://www.fieldliberation.org>

Publié dans la Libre Belgique du 24 décembre 2014

Le 30 mai 2011, un jour après l'action publique du grand échange de patates OGM de Wetteren (1), le ministre président de la région flamande et ministre de l'agriculture condamnait les participant(e)s; « Il est important de savoir qu'ils seront poursuivis, non seulement pour association de malfaiteurs, mais également pour vols et destructions » dixit Kris Peeters. La sentence était sans appel, vous connaissez la suite : 11 militant(e)s seront accusé(e)s d'association de malfaiteurs. En un tour de main, Mr Peeters avait vidé de son sens une action politique et populaire. Le message porté par plus de 450 personnes pour une autre vision de l'agriculture et de l'alimentation sera vain. Circulez braves gens, il n'y a rien à voir.

Trois ans et demi plus tard, après plus d'une centaine de débats, de reportages télévisés et d'articles dans la presse, la Cour d'appel de Gand abandonne l'accusation d'association de malfaiteurs. La justice déclare que non, une action politique n'est pas un crime. Monsieur Peeters, qu'il nous soit donc aujourd'hui permis de vous poser quelques questions :

Pensez-vous toujours que les participant(e)s à l'action du grand échange de patates de Wetteren sont des criminels ? Vous rendez-vous compte qu'ils/elles portaient le message de la société civile et du monde associatif pour une agriculture paysanne? Continuez-vous de défendre et d'imposer le modèle agro-industriel, avec ses plantes brevetées dépendantes de substances toxiques et ses chaînes de productions polluantes et déshumanisées ?

Ne répondez pas tout de suite Mr Peeters, nous en avons d'autres. Car après tout, vous êtes chargé du commerce extérieur et ministre fédéral de l'économie et de l'emploi, désormais. La course à l'exportation, la compétitivité sur le marché globalisé, est-ce vraiment bénéfique pour nos agriculteurs/trices? N'est-il pas temps de donner priorité au développement d'une agriculture et d'une alimentation locale et écologique, pour qu'elles soient accessibles au plus grand nombre ?

On nous dit qu'on refuse le débat. Qu'entendez-vous par débat public ? Négocier à huis clos des accords de libre échange qui vendent la démocratie aux entreprises multinationales ? L'organisation de tables rondes dont les participants et les résultats sont connus d'avance ? Comment comptez-vous prendre en compte les besoins de tous ces agricultrices et agriculteurs jeunes et moins jeunes qui pratiquent l'agroécologie ? Par le biais de requêtes publiques qui ne seront pas prises en considération ? Que dire des milliers d'emplois disparus dans l'agriculture familiale ; où sont leurs voix dans les choix pour l'avenir de l'agriculture ?

Le doute plane quant à votre volonté d'organiser le dialogue sur cet avenir. La recherche montre que les pratiques agroécologiques sont capables de générer des revenus équivalant à plusieurs pleins-temps par hectare (2). Qu'elles sont également capables de restaurer les sols et la qualité des eaux. Au contraire, la lente agonie des sols et de leur fertilité dont est responsable l'agriculture industrielle, n'est jamais prise en compte quand il s'agit d'en évaluer les coûts. C'est une agriculture sous perfusion chimique, sans laquelle rien ne pousse plus. C'est un modèle stérile.

Maintenant qu'il n'y a plus de criminel dans la salle, ouvrez les yeux Mr Peeters. La société civile propose des solutions

que jamais vous n'avez daigné entendre. La politique, c'est aussi son affaire. C'en est assez de cette vision dogmatique de la compétition et de la croissance à tout prix. Il est temps que la classe politique prenne ses responsabilités et soutienne la transition vers la souveraineté alimentaire.

Saurez-vous le comprendre : la démocratie représentative est périmée. La participation citoyenne n'est pas réelle. La bataille des patates est un avertissement ! Car avec ou sans vous, Mr Peeters, les temps sont à l'innovation politique.

Bons baisers du monde qui change, les ami(e)s du FLM.

(1) Le 29 mai 2011, 450 personnes ont répondu à l'appel public et se rassemblent à Wetteren, une petite ville proche de Gand où l'ILVO (l'institut public de recherche pour l'agriculture et la pêche) lançait un essai promotionnel sur quelques patates génétiquement modifiées pour être plus résistantes au mildiou. Parmi ces patates, la Amflora, brevetée par le géant allemand de la chimie BASF. Malgré la participation aux recours publics pour annuler cet essai en pleins champs, le pouvoir politique persiste et signe. Il n'y avait d'autres moyens que la neutralisation citoyenne par la désobéissance civile non-violente. Tout en évitant les coups de matraques, les patates OGM ont été déplantées et remplacées par des variétés naturellement résistantes. Il y eu une trentaines d'arrestations administratives.

(2) <http://www.fermedubec.com/Institut%20Sylva%20-%20Rapport%20interm%C3%A9diaire%20n%C2%B04%20-%20d%C3%A9cembre%202014.pdf>